

— Décret n° 98-1020 du 10 novembre 1998 relatif à la publicité préalable aux opérations de conversion en euros des titres de créances, pris pour l'application du II de l'article 18 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier .	836
— Décret n° 98-1021 du 10 novembre 1998 relatif à la conversion en euros des dettes publiques et privées et aux modalités de réalisation des opérations sur instruments financiers, pris pour l'application des articles 18 et 20 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier	837
— Arrêté du 26 août 1998 portant homologation de la modification des dispositions du Conseil des marchés financiers	840
— Arrêté du 27 octobre 1998 portant homologation de l'abrogation par le Conseil des marchés financiers de dispositions du règlement général du Conseil des bourses de valeurs	841
— Arrêté du 27 octobre 1998 portant homologation de l'abrogation par le Conseil des marchés financiers de dispositons du règlement général du Conseil du marché à terme	842
— Arrêté du 5 novembre 1998 portant homologation de dispositions du règlement général du Conseil des marchés financiers et abrogation de dispositons du règlement général du Conseil des bourses de valeurs	843
— Arrêté du 6 novembre 1998 portant homologation du règlement de la Commission des opérations de bourse	859
— Arrêté du 6 novembre 1998 portant abrogation de l'arrêté du 3 novembre 1993 relatif aux fonds commun de créances	864
— Arrêté du 9 novembre 1998 portant homologation de dispositions du règlement général du Conseil des marchés financiers	865
— Instruction du 15 septembre 1998 relative à l'IS. Dispositions diverses, collectivités autres que les sociétés, organismes sans but lucratif	877
V. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT	
Contribution de solidarité : incidence sur les PME	897
Groupe fiscal : incidence de l'absorption de la société mère	898
Plus-values d'échange de valeurs mobilières, régime du report d'imposition : apport à une société consenti à une société ayant son siège dans un état membre de l'Union européenne	899

III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

• Sommaires de jurisprudence par Yves GUYON	825
<i>Associations, exercice d'une activité économique, concurrence avec des sociétés commerciales, licéité, Cons. conc. 10 févr. 1998</i>	825
<i>Sociétés anonymes, administrateur, directeur général, cessation des fonctions, révocation, convention contraire, nullité, CA Paris, 25^e ch. B, 26 juin 1998</i>	825
<i>Sociétés anonymes, président du conseil d'administration, pension de retraite, suppression, CA Paris, 15^e ch. A, 19 mai 1998</i>	826
<i>Sociétés anonymes, valeurs mobilières, actions, jumelage, CA Paris, 1^{re} ch. A, 21 sept. 1998</i>	826
<i>Sociétés anonymes, commissaire aux comptes, cessation des fonctions, relèvement judiciaire, motifs, CA Paris, 1^{re} ch. B, 3 juill. 1998</i> ..	827
<i>Sociétés en nom collectif, associé, obligation au passif, transformation de la société, CA Paris, 5^e ch. B, 2 juill. 1998</i>	827
<i>SARL, associé, cumul avec contrat de travail, associé majoritaire (oui), CA Paris, 22^e ch. A, 10 juin 1998</i>	828
<i>Sociétés en général, dirigeants, responsabilité, conditions, faute, faute de gestion, appréciation, CA Versailles, 12^e ch. 2, 17 mars 1998</i> .	828

IV. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION

— Décret n° 98-880 du 1 ^{er} octobre 1999 portant application des dispositions de l'article 6 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967 modifiée instituant une Commission des opérations de bourse et relative à l'information des porteurs de valeurs mobilières et à la publicité de certaines opérations de bourse	829
— Décret n° 98-1015 de 6 novembre 1998 portant modification du décret n° 89-158 du 9 mars 1989 portant application des articles 26 et 34 à 42 de la loi n° 88-1201 du 23 déc. 1988 et relatif aux fonds communs de créances	830
— Décret n° 98-1016 de 9 novembre 1998 relatif au recours par le Conseil des marchés financiers à des corps de contrôle extérieurs ..	833
— Décret n° 98-1019 de 9 novembre 1998 pris en application de l'article 27 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 fixant la liste des déclarations susceptibles d'être souscrites en unité euro à compter du 1 ^{er} janvier 1999	835

IV. — *Droit communautaire des sociétés*

• Société en général, première directive 68/151, champ d'application, règles nationales relatives aux situations de conflits d'intérêts entre sociétés et dirigeants (non), répartition légale des pouvoirs (oui), CJCE 6^e ch. 16 déc. 1997, note Gilbert PARLÉANI 787

• Augmentation de capital, sociétés anonymes, deuxième directive, compétence exclusive de l'assemblée générale, décision prise par un organisme étatique, redressement financier de l'entreprise, décision contraire au droit communautaire.

Abus dans l'exercice d'un droit découlant d'une disposition communautaire, CJCE 12 mai 1998, note Sabine DANA-DEMARET 794

V. — *Droit pénal des sociétés*

• Contrefaçon, responsabilité pénale, président de la société, exonération, délégation au directeur général, conditions, Cass. crim. 29 avr. 1998, note Bernard BOULOC 803

• Société, société anonyme, abus de biens sociaux, faits initialement poursuivis du chef de corruption, atteinte aux droits de la défense (non), Cass. crim. 14 mai 1998, note Bernard BOULOC 806

• Société, société anonyme, abus de biens sociaux, éléments constitutifs, utilisation des fonds sociaux sans contrepartie commerciale, intérêt personnel du dirigeant, CA Paris 19 mai 1998, note Bernard BOULOC 810

• Abus de confiance, éléments constitutifs, élément moral, constatations suffisantes.

Peines, sursis avec mise à l'épreuve, obligations, indemnisation de la victime, créance de celle-ci éteinte, Cass. crim. 11 juin 1998, note Bernard BOULOC 814

• Banqueroute, détournement d'actif, prélèvement de fonds, acte antérieur à la cessation des paiements.

Société, société à responsabilité limitée, abus de biens sociaux, éléments constitutifs, acquisition de bateaux, utilisation dans l'intérêt personnel des dirigeants, Cass. crim. 18 juin 1998, note Bernard BOULOC . 817

• Sociétés, société à responsabilité limitée, abus de biens sociaux, éléments constitutifs, encaissement d'effets émis à l'ordre de la société, paiement de dettes sociales, indifférence, Cass. crim. 9 juill. 1998, note Bernard BOULOC 821

Revue

2
84

des
sociétés



DIRECTEUR
Yves Guyon

RÉDACTEUR EN CHEF
Isabelle Urbain-Parléani

DALLOZ

TABLE DES MATIÈRES

N° 4-1998

I. — DOCTRINE

- La filialisation par une association de son activité lucrative, par Christophe GERSCHEL 741

II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE

I. — Sociétés en général

- Société en général, société en formation, dépôt de fonds en banque, dépôt de fonds constituant le capital et dépôt de fonds en compte avec affectation spéciale, indisponibilité des fonds représentant le capital social, indisponibilité des fonds avec affectation spéciale, responsabilité de la banque (oui), Cass. com. 19 mai 1998, note Jean SOUFFLET 763

- Sociétés en général, dirigeants sociaux, responsabilité personnelle, responsabilité à l'égard des tiers, faute séparable des fonctions, Cass. com. 28 avr. 1998, note Bernard SAINTOURENS 767

II. — Sociétés en nom collectif

- Société en nom collectif, cession de parts, défaut de signification de la cession à la société, absence de modification des statuts, inopposabilité aux tiers, ouverture d'une procédure collective contre le cédant, Cass. com. 9 juin 1998, note François-Xavier LUCAS 771

III. — Sociétés civiles professionnelles

- Société civile professionnelle, apport en industrie, constitution de réserves, plus-values d'actif, augmentation de capital périodique, caractère automatique, attribution des parts, apporteur en industrie (oui), Cass. 1^{re} civ. 16 juill. 1998, note Jean-François BARBIÈRI 778

VI. — BIBLIOGRAPHIE

Comptes rendus d'ouvrages	901
Bibliographie thématique : l'exclusion de l'associé	904
Actualités bibliographiques	907
Sélections d'ouvrages et de monographies	915
Thèses de doctorat	916
Mise à jour de l'encyclopédie Dalloz - Répertoire des sociétés	916

VII. — INFORMATIONS

L'activité de la COB en 1997	919
Les actionnaires et le passage à l'euro	920
Colloque	920